**De Gaulle et les Français**

**Michel Winock dans** [**collections L’histoire 1**](https://www.lhistoire.fr/parution/collections-1)

**février - avril 1998**

Le rideau est tombé. Le solitaire de Colombey ne reviendra plus. L'âge héroïque est révolu. Le dernier nationaliste a disparu. Ses qualités de tacticien, la guerre d'Algérie, les dissensions de la gauche avaient permis à l'homme du 18-Juin un « come-back » imprévu. Une fois au pouvoir, de Gaulle a disposé, jusqu'en 1962, d'un appui massif de l'opinion. On a beau aligner tous ses mérites, vérifier tous ses titres de gloire, cela ne suffit pas à expliquer la confiance spontanée que les Français lui offrirent alors.

*« Je n'agis que sur les imaginations de la nation ; lorsque ce moyen me manquera, je ne serai plus rien. »* Ce mot de Napoléon, Charles de Gaulle, un siècle et demi plus tard, aurait pu le reprendre à son compte. Pendant une dizaine d'années, il régna d'abord, en effet, sur l'imaginaire des Français. Ceux-ci se détachèrent de lui parce qu'il fut à court d'inspiration ou parce qu'eux-mêmes ne voulaient plus rêver.

Cependant, le retour du général de Gaulle au pouvoir en 1958 est avant tout le fruit d'une situation. En 1947, l'ancien chef de la France libre avait déjà une idée bien arrêtée de la Constitution dont il voulait doter les Français. Il disposait, de surcroît, d'une puissante organisation de masse, le Rassemblement du peuple français RPF, fondé en avril ; les élections municipales d'octobre 1947 avaient donné la mesure de son audience dans le pays. Pourtant, de Gaulle n'obtint pas la dissolution espérée de l'Assemblée élue en 1946 : sans appui réel au Parlement, il dut ronger son frein, fut réduit à l'impuissance, avant de se résigner au « désert », où il aurait pu être condamné à user la fin de ses jours entre ses souvenirs et ses mirages.

Cependant, la crise surgie du conflit algérien le désigne finalement, en 1958, lui, et nul autre, comme suprême recours. Délaissé par ses compatriotes dans les années précédentes, il devient l'arbitre du jeu sous la soudaine menace de guerre civile, moyennant quelques déclarations publiques, quelques rencontres plus ou moins secrètes et quelques minimes concessions de forme. Les qualités du tacticien, les contradictions de la rébellion algéroise, les dissensions de la gauche française concourent à ce « come-back » imprévu. Une fois installé au pouvoir, de Gaulle va disposer, jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, d'un appui massif de l'opinion publique métropolitaine, comme en témoignent les référendums de 1958, 1961 et 1962. Sur quoi repose cette adhésion populaire ?

Les Français reconnaissent d'abord en Charles de Gaulle une figure historique. Lui-même ne manqua pas de brandir à l'occasion le sceptre invisible que lui ont conféré l'appel du 18 juin 1940 et son action à la tête de la France libre. Ainsi, au cours de la fameuse « semaine des barricades » d'Alger, à la fin de janvier 1960, il évoque à la télévision non seulement le mandat du peuple mais encore *« la légitimité nationale* [qu'il] *incarne depuis vingt ans »* . Comme si la période allant de janvier 1946, quand il quitte son poste de président du Conseil, à mai-juin 1958, date où il revient « aux affaires », n'avait été qu'une parenthèse insignifiante. Depuis l'abaissement de la France en 1940, il a été et il reste la voix de la Nation résistante et finalement victorieuse. Cette coïncidence entre sa personne et la personne France l'entraîne à des mots extraordinaires qui, dans toute autre bouche, relèveraient de la bouffonnerie. Par exemple, il s'exclame lors d'un Conseil des ministres : *« Voilà mille ans que je le dis ! »* Mystère gaullien de l'incarnation, sainte trinité française sous le même képi : la Mère-patrie, le Fils Charles, et le Saint-Esprit qui a commencé à souffler sur tous les hommes de bonne volonté à partir d'un micro londonien, quand tout semblait perdu.

L'épisode légendaire du 18-Juin s'est renforcé par ce qu'on apprit - trop tard - sur la prescience militaire du Général. Cet officier vaincu avait tout fait pour prévenir la défaite. En mai 1934, alors lieutenant-colonel, il avait publié, dans *Vers l'armée de métier* , une apologie de la guerre de mouvement, fondée sur les chars, contre les thèses de l'état-major, acquis à la guerre de position. Cette résurrection des *« grandes cavaleries de jadis »* devait permettre d'en finir avec l'enlisement des tranchées : six divisions et cent mille hommes, experts et techniciens, tels étaient les moyens à programmer. Les *« escadres aériennes »* , en complément, devaient *« jouer un rôle capital dans la guerre de l'avenir »* . Or cette vision de l'avenir s'était heurtée aux bornes étoilées, notamment au glorieux maréchal Pétain. Celui-ci, en 1938, dans une préface donnée à un livre du général Chauvineau, avait réaffirmé la doctrine défensive. Mieux, répondant à un interlocuteur le questionnant sur le fait que la ligne Maginot s'arrêtait à l'ouest des Ardennes, le *« vainqueur de Verdun »* avait déclaré superbement : *« La forêt des Ardennes est impénétrable, et si les Allemands avaient l'imprudence de s'y engager, nous les repincerions à la sortie1. »* La campagne de France de 1940 devait assurer le prestige militaire du Général. Non seulement il avait sauvé l'honneur - que Pétain avait trahi devant Hitler -, mais il avait démontré sa supériorité intellectuelle sur le vieux maréchal.

La légitimité de Charles de Gaulle tenait aussi au rôle de rassembleur national qu'il avait su imposer à la Résistance, sortie unifiée, ou en apparence unifiée, des combats, malgré la puissance communiste, qu'il avait réussi à maintenir dans la discipline et bientôt à désarmer. L'image de l'extraordinaire descente des Champs-Élysées, le 26 août 1944, que les photographes ont imprimée dans la conscience des Français, on s'en souvient encore dans les journées chaotiques de mai 1958. Cet océan humain entourant le Libérateur, après la nuit de l'Occupation, lui inspirera une des plus belles pages de ses *Mémoires de guerre* .

Or ce Libérateur, qui avait eu l'intuition de la guerre à mener, qui avait rétabli la France au rang des vainqueurs et, partant, au nombre des Grands, il lui appartenait aussi d'avoir vu juste sur les faiblesses constitutionnelles de la IVe République. En 1958, les défenseurs de celle-ci manquent d'ardeur ; l'antiparlementarisme s'est nourri de l'instabilité ministérielle et de l'impuissance gouvernementale de tous ces cabinets sans majorité durable. Tous les sondages montrent à quel point le régime est décrié. Or de Gaulle, lui, en avait prédit les malheurs, dès sa mise en place. Contempteur du « régime des partis », il tire enfin profit de sa mise : n'avait-il pas raison d'emblée ? Dès lors, on tend à oublier la mésaventure du RPF. Le ralliement d'un François Mauriac en dit long sur l'évolution des esprits, quand bien même de Gaulle n'a pas varié depuis les débats constitutionnels d'après la guerre.

A la légitimité nationale, militaire et politique, s'ajoutait encore une légitimité républicaine. Car, malgré les critiques de gauche qui se livrent à des comparaisons avec l'Italie tombant sous la poigne de Mussolini, de Gaulle a toujours respecté le suffrage universel. Rien, dans son passé, ne peut l'assimiler à un général factieux. L'épisode de 1947, alors qu'il était en position de force, l'a vu opposé à toute entreprise illégale. Même si son retour au pouvoir s'est fait dans des conditions pour le moins ambiguës, il n'a eu de cesse de le faire ratifier, d'abord par le Parlement, ensuite par le référendum. Certes, son idée de la république a peu de points communs avec celle des républicains francs-maçons et positivistes qui l'ont peu à peu installée dans les esprits français après la défaite de 1871. Mais, précisément, il est capable d'en renouveler les principes, pour en faire le régime de tous.

Ainsi, le passé du Général était un certificat de garantie. Sa cause était celle de la France, et non la cause d'une faction : il en avait assez fait la preuve. Mais si forte qu'ait été cette légitimité, les Français l'aimaient-ils, lui ?

Moins forte que la « légende napoléonienne », qui courait sous la Restauration et la monarchie de Juillet, la légende gaullienne n'en a pas moins existé. Entendons par là cette espèce de rumeur élogieuse courant sur son compte ; les images de l'école primaire ; les livres des demi-soldes de la France libre et autres Compagnons de la Libération. Même dans les rangs de la gauche, qui ne lui étaient pas favorables, il y avait toujours un Roger Stéphane pour rappeler les mérites du grand homme2. Lui-même s'était attaché à magnifier son action passée. Le premier tome des *Mémoires de guerre* , ce *« chef-d'oeuvre de littérature latine en langue française »* , comme on a si joliment dit, était sorti en 1954, le deuxième en 1956 ; le troisième et dernier paraîtrait en 1959. Dans un style souverain, le Général, parlant de lui à la troisième personne comme César, retraçait l'épopée de la France combattante, à la tête de laquelle il avait dû lutter non seulement contre l'Allemagne, non seulement contre Vichy, mais aussi contre des Alliés - Roosevelt particulièrement - qui rechignaient à entendre par sa bouche *« la voix de la France »* . Le succès des deux premiers tomes avait disposé bien des lecteurs en faveur de ce chef intransigeant, traitant de pair à compagnon avec les chefs d'État quand lui-même n'était qu'un obscur et même récent général de brigade, tenant tête au président des États-Unis, sans se soucier des maigres forces matérielles dont il disposait, ramenant tout aux intérêts de la Nation.

Les films de guerre, pléthoriques après la Libération, remémoraient périodiquement aux oublieux le rôle de l'exilé sublime. *« Ici Londres, des Français parlent aux Français... »* Le capital de la France libre valait à de Gaulle tous ces dividendes qui avaient forme de récits en tous genres. Quand bien même on ne pensait plus à lui pour former un gouvernement, il restait dans les mémoires populaires.

De Gaulle bénéficiait aussi de ce que Max Weber a appelé le pouvoir charismatique. Sa personne physique en imposait. Peut-être ne convient-il pas d'insister sur sa taille : une fois pour toutes, Napoléon a prouvé qu'aux petits sous la toise l'histoire n'interdisait nullement la grandeur temporelle. Néanmoins, cette taille qu'il avait si haute ajoutait encore à son caractère exceptionnel. Dans les bains de foule, qu'il prisait tant, il dépassait tout le monde, on le voyait de loin, et l'on se demandait comment les tueurs à ses trousses pouvaient le rater. Je me souviens qu'étant enfant, ce devait être vers 1945, j'avais été fasciné en le voyant passer, dans une voiture à toit ouvert, sur une avenue parisienne. Je regardais bouche bée ses longs bras qui se dépliaient au-dessus de son képi, comme un sémaphore répétant inlassablement l'unique lettre « V ». En 1958, comparant naturellement son port, ses gestes, son verbe à ceux du président René Coty ou à quelque autre de ses collègues, les Français étaient pénétrés par le sentiment obscur d'avoir affaire à « quelqu'un ».

Ce verbe, en particulier, devait être une de ses meilleures armes. La radio, désormais portative grâce aux transistors, la télévision qui allait se diffuser à un rythme rapide, seront les auxiliaires efficaces de l'orateur. Encore faut-il à celui-ci le talent et l'art de s'adapter aux nouvelles techniques de communication. Sur le style du Général, on a beaucoup plaisanté ; Jean-François Revel a même écrit un petit pamphlet savoureux3, où il met à mal la tournure tautologique propre au discours gaullien : *« La situation étant celle que vous savez »* , *« Les Français étant ce qu'ils sont »* , etc. A côté de ces facilités délibérées mais qui ne sont pas insignifiantes elles rappellent que l'homme d'action doit compter avec « les choses », les pesanteurs, les lois naturelles, de Gaulle sait tirer de son art des morceaux de bravoure d'autant plus admirés qu'ils ont été conçus au milieu de la tempête.

« Françaises, Français, aidez-moi ! »

Dans la crise, il est presque toujours à son plus haut niveau ; devant le danger, il retrouve ce mélange de gouaille et de classicisme qui rend ses appels à la raison émouvants, savoureux, parfois grandioses. Point d'improvisation : il apprend par coeur des formules qu'il a construites, aiguisées et répétées, et qu'il assène ensuite devant des journalistes ou des téléspectateurs médusés. Les demandes réitérées qu'il fait aux Français pour le soutenir resserrent régulièrement les liens qu'il a avec eux : *« Eh bien, mon cher et vieux pays, nous voici donc ensemble, encore une fois, face à une lourde épreuve »* ou : *« Françaises, Français, aidez-moi ! »* Comment les enfants resteraient-ils indifférents à la voix du père qui s'est faite si familière, si chaleureuse ? Dès 1958, les discours du Général, complétés au besoin par ceux d'André Malraux, situent la naissance de la Ve République dans la légende des siècles.

Ce général a été formé par l'armée : nulle part il ne se sent mieux que dans un mess d'officiers ; son cabinet est rempli de « culottes de peau » ; il n'a de cesse que la France retrouve sa grandeur militaire la bombe atomique en sera une condition... Pourtant, il échappe à toutes les tares de la caste. Dans les deux petites étoiles qui ornent son képi, on est tenté de voir une modestie qui se rit des vanités soldatesques. En fait, elles témoignent plus de son orgueil. En restant de propos délibéré au bas de la hiérarchie des officiers généraux, la vareuse ou le veston réfractaire aux décorations, il veut signifier que son destin transcende les grilles d'avancement, et que s'il appartient à l'armée, celle-ci doit rester un instrument, rien qu'un instrument. Le pouvoir politique prime. Les Français perçoivent combien ce militaire jusqu'à la moelle ne se laissera jamais imposer sa ligne de conduite par les « colonels ».

L'aventure de la France libre, qui lui valut une condamnation à mort par contumace et la haine de tant d'officiers, a hissé de Gaulle très au-dessus de son milieu professionnel d'origine.

Je ne sais pas si on l'aime, en 1958. Du moins, on le respecte. Même ses adversaires, comme l'illustre le discours de Pierre Mendès France à l'Assemblée disant « non » au retour du Général à la faveur d'un coup de force, mais gardant son admiration pour l'homme du 18-Juin. Si de Gaulle prend, chez les hommes politiques, cette figure qui désarme l'hostilité, il sait aussi susciter l'enthousiasme, les fidélités inconditionnelles, les dévouements héroïques chez ceux qu'il a, pour toujours, convertis à sa personne. Que des personnalités aussi différentes que Michel Debré, André Malraux, Edmond Michelet, aient été de manière indéfectible à ses côtés, malgré toutes leurs déceptions je pense à Michel Debré, défenseur de l'« Algérie française », laisse deviner quel magnétisme de Gaulle pouvait exercer.

Cet attachement ne va pas sans une bonne dose d'irrationnel. On a beau aligner tous ses mérites, vérifier tous ses titres de gloire : ils ne suffisent pas à expliquer en profondeur cette espèce de confiance spontanée que la majorité des Français lui offrent alors. Dans la situation de crise, il dispose en fait de tous les attributs de l'homme providentiel. Sa légende, sa solitude, sa carrière de prophète incompris, tout désigne en lui le sauveur dont le pays, au bord de l'abîme, a besoin. On lui prête d'autant plus de pouvoir que les professionnels de la politique en ont manqué. Dans le chaos, on n'ajoute plus foi aux procédures réglementaires et ordinaires ; la solution doit être à la mesure du danger ; elle ne peut venir des simples mortels, divisés et impuissants. Dans ce pays où l'incrédulité est devenue un système politique, on n'a jamais cessé de croire aux miracles. Quand les églises se vident, les cabinets d'astrologues font fortune. Sorti de sa thébaïde de Colombey, de Gaulle va assouvir en demi-dieu le besoin de croyance surgi du désespoir, le besoin d'ordre ressenti dans la tourmente, la demande d'État favorisée par l'impéritie parlementaire.

Que dit-il ? On ne le sait pas toujours bien. Ses discours sont souvent des logogriphes à déchiffrer, que chacun interprète selon ses voeux. Pour faire l'unanimité, il importe d'être ambigu. Lui-même ne sait pas toujours le parti qu'il prendra. Le principal est qu'on le suive ; qu'on lui accorde toute confiance ; qu'on sache une fois pour toutes qu'il n'a rien d'autre à coeur que de servir la France.

« L'affaire est entre vous et moi »

Entre les Français et de Gaulle, la communication doit être directe. Sur ce point, le Général est explicite. Par exemple, pour annoncer le référendum sur l'autodétermination en Algérie, il déclare le 6 janvier 1961 : *« Françaises, Français, vous le savez, c'est à moi que vous allez répondre* . [...] *Je me tourne vers vous par-dessus tous les intermédiaires. En vérité - qui ne le sait ? - l'affaire est entre chacune de vous, chacun de vous, et moi-même. »* On ne saurait être plus clair sur le court-circuit politique.

Ces relations privilégiées avec son peuple, de Gaulle veut en avoir la sensation physique. De là résulte, dans le rituel gaullien, la fréquence des voyages à travers les provinces. Il y énonce des banalités devant les notables. Le sérieux est ailleurs, hors des hôtels préfectoraux et des monuments officiels : dans la rue, où la foule est à peine retenue derrière les barrières métalliques. De Gaulle veut en entendre les vivats, en sentir les frémissements, en recueillir l'élan et l'adhésion. Quittant le cortège, et à la grande frayeur de ses gardes du corps, il plonge ses bras immenses dans l'océan de mains qui s'agite vers lui ; il en serre autant qu'il peut ; il s'immerge dans l'enthousiasme populaire comme pour recevoir un nouveau baptême. Dans la foule, la « sortie » du grand homme a réanimé les sentiments de filiation. On reviendra chez soi, bouleversé d'avoir touché la main ou un morceau d'étoffe du souverain. Même dans les « bains de foule » bon enfant, le caractère sacré de l'échange entre de Gaulle et le peuple assemblé n'échappe à personne. La démocratie directe commence dans le gaullisme avec cette théophanie directe, sur le pavé des villes pavoisées.

Le Général et les étranges lucarnes

L'institution par excellence devient le référendum. Chacun d'eux, quelle que soit la question posée, a pour fin de renouveler la confiance donnée par les Français à leur guide. Les démocrates, les adversaires, les juristes parfois protestent contre le plébiscite déguisé. En fait, rien n'est plus clair, et pour de Gaulle, et pour les électeurs. Lui le répète : si vous ne me donnez pas votre aval, je me retire. Eux ne votent pas autrement, ne lisent pas les textes proposés à leur sagacité, ne cherchent pas midi à quatorze heures : ils confirment ou non leur profession de foi. De Gaulle est peut-être roi, mais sa monarchie n'est ni héréditaire ni viagère : elle est suspendue au crédit accordé par le suffrage universel. Celui-ci est sa caution, son garant, son soutien, contre les manoeuvres de ses adversaires ; mais il est l'arbitre suprême, qui pourra, un jour ou l'autre, le déjuger. Il n'y a pas de clause de « tacite reconduction » : le bail doit être renouvelé régulièrement.

Après la consultation triomphale du 28 septembre 1958, qui assurait 80 % de suffrages à la nouvelle Constitution, alors que celle de la IVe République n'avait obtenu, en 1946, qu'une majorité relative, de Gaulle organise deux référendums décisifs : celui du 8 janvier 1961 sur l'autodétermination du peuple algérien, et celui du 8 avril 1962 sur l'indépendance de l'Algérie. Le premier se situe à un moment où le président de la République est acquis à l'idée de l'indépendance algérienne. Mais, outre les difficultés restant sur les modalités d'un accord avec le FLN, il doit imposer ses vues aux Français d'Algérie et surtout à l'armée, dont la plupart des cadres n'ont pas renoncé à l'« intégration » et dont certains envisagent un nouveau « 13 mai » pour faire pièce à la politique d'autodétermination mise en oeuvre à Paris. Aussi bien face aux chefs du nationalisme algérien que devant les officiers supérieurs de l'armée française, de Gaulle a besoin d'un large appui du pays. Il confie à son entourage qu'il abandonnerait tout si le « oui » n'emportait pas 50 % des inscrits. Finalement, il en obtient 56 %, soit 75 % des suffrages exprimés. Comme le parti communiste, favorable à l'indépendance de l'Algérie, a préconisé le « non », le chef de l'État peut se flatter d'avoir fait la démonstration que les adversaires de la négociation sont une petite minorité.

Cependant, sa campagne électorale à la télévision n'a fait que durcir le camp des opposants. Le général Challe avouera que le discours tenu par de Gaulle l'avant-veille du vote - discours jugé indigne - le décidera à l'action. Il sera du putsch en avril, en ce même mois où l'OAS donne ses premiers signes de vie. Au pouvoir politique écrasant du président de la République, appuyé sur l'opinion métropolitaine, les partisans de l'Algérie française doivent se résigner à l'action illégale, clandestine et violente. Contre eux, de Gaulle va jouer de la télévision en grand artiste. Autre instrument de la monocratie directe, les *« étranges lucarnes »* , selon l'expression du *Canard enchaîné* , offrent au Général le moyen de terrasser l'adversaire en faisant l'unanimité du côté métropolitain. On sait de quels mots il a flétri les fauteurs de putsch et de quelle efficacité ils ont été auprès des soldats du contingent, les entendant sur leurs « transistors », via RMC. Les sondages de l'IFOP, autre moyen de relations entre l'hôte de l'Élysée et les Français, révèlent un record de popularité atteint par de Gaulle en ce mois d'avril 1961, comme cela avait déjà été le cas au moment des « barricades » d'Alger, en janvier 1960. Le Général apparaît bien aux Français les plus nombreux - ceux qui vivent entre Dunkerque et Perpignan - comme le protecteur de la paix civile.

Le référendum du 8 avril 1962, sur l'indépendance de l'Algérie, procure au Général son plus grand succès : près de 91 % des suffrages exprimés. L'interminable conflit a ancré dans les esprits le caractère inéluctable de la décolonisation. Le problème, qui a tant coûté, en vies humaines plus encore qu'en milliards de francs, est enfin réglé. Un immense soulagement est ressenti ; de Gaulle, qui a su triompher de toutes les résistances, d'abord celle de l'armée, ensuite celle de l'OAS, récolte les fruits de son action. Les violences meurtrières des desperados de l'Organisation armée secrète ont suscité l'indignation et renforcé le pouvoir du Général, qui est à son apogée.

La haine des déçus de l'Algérie française

En même temps, l'indépendance de l'Algérie va lui valoir la haine durable de ceux qui s'étaient voués à la défense de la « province » perdue. Par un de ces paradoxes qui ne cessent d'étonner, le plus nationaliste des chefs d'État que la France ait jamais eus comptera comme adversaires les plus implacables les nationalistes eux-mêmes. Petit noyau dur, où se recrutent soldats perdus et politiciens en exil, et qui polarise la rancune d'une partie des « rapatriés ». Dans l'histoire des rapports entre les Français et le général de Gaulle, nul parti, nul groupement ne distillera plus d'exécration que ces mutilés de l'Algérie française. Là où le Général reçoit la reconnaissance du grand nombre, cette petite minorité ne se départit pas de son ressentiment. Parfois, la rancune s'additionne à une rancune plus ancienne : c'est dans ce camp que l'on retrouve tant de fidèles du maréchal Pétain, les épurés de 1944, les rescapés de la Collaboration. Dans cette minorité farouche, aveugle sur la marche du temps, et méprisant la majorité écrasante qui les désavoue, le désespoir et la colère iront jusqu'à l'attentat.

En fait, l'épisode du Petit-Clamart, au cours duquel, le 22 août 1962, la voiture officielle du président de la République est mitraillée en vain, complète le pouvoir magique d'un homme hors du commun, gardant sa tête olympienne en toute circonstance, cuirassé contre toutes les adversités et inexpugnable pour les conjurés.

L'attentat, d'autre part, remet en question la succession du président. De Gaulle avait déjà songé à la solution : donner à celui qui occuperait son poste, sans avoir son pouvoir charismatique, un surcroît de légitimité par l'élection au suffrage universel. L'affaire est délicate. De Gaulle a contre lui la majorité de la classe politique : maintenant que la guerre d'Algérie est finie, on rêve de renvoyer le Général entre les deux clochers de Colombey ; on se retrempe aussi dans les principes républicains ; depuis Napoléon III, le président de la République ne peut être élu au suffrage universel, c'est une règle que les IIIe et IVe Républiques ont rendue imprescriptible. De Gaulle n'en tient pas compte ; une fois de plus, il usera de l'appel au peuple ; il proposera un référendum. Les juristes du Conseil constitutionnel donnent un avis défavorable : la procédure choisie pour changer la Constitution n'est pas conforme. Le président du Sénat, Gaston Monnerville, parle de *« forfaiture »* . Qu'à cela ne tienne, de Gaulle passe outre. Le 28 octobre 1962, près de 62 % des votants approuvent le projet. L'institution qui allait devenir la plus populaire de la Ve République était fondée contre l'avis des professionnels de la politique et du droit.

« Rien ne rehausse l'autorité mieux que le silence »

Le procédé avait été discutable. Le résultat était probant. *« Seul contre tous »* , de Gaulle avait convaincu les Français qu'on ne pouvait attenter à la démocratie en s'adressant directement à eux pour désigner leur président. Trop longtemps, sous les Républiques précédentes, ils avaient été floués de leur vote ; le *« système des partis »* faisait écran entre leur volonté et les décisions gouvernementales. En dépit des souvenirs historiques décourageants, les Français adopteront très vite ce nouvel instrument de démocratie directe. La simplification du jeu leur donnera le sentiment de participer enfin au choix d'un pouvoir exécutif, jusque-là abandonné aux arcanes politiciennes. Le rapport direct entre le chef et ses troupes était institutionnalisé. Il ne tenait plus à une rencontre fortuite entre un homme exceptionnel et les électeurs ; il devenait une loi de la République.

Si la guerre d'Algérie, en définitive, vaut au Général son maximum de popularité, elle reste aussi le drame douloureux qui entache sa mémoire. La postérité lui sait gré d'avoir débourbé la France des guerres stériles de défense coloniale. Mais la manière a souvent meurtri les victimes, et certains ne lui ont jamais pardonné ce qu'ils ont assimilé à du mépris, à de l'indifférence ou à une conception inhumaine de l'État.

*« Rien ne rehausse l'autorité mieux que le silence »* , écrivait dans *Le Fil de l'épée* celui qui savait si opportunément en sortir. En fait, lui, si prompt à se prononcer en public, se réfugie parfois dans un mutisme blessant. La *« nuit d'horreur »* - selon les termes du député centriste Claudius-Petit - du 17 au 18 octobre 1961, au cours de laquelle sont tués par la police près d'une centaine de travailleurs algériens, manifestants pacifiques de la région parisienne, ne lui arrache pas un mot de condoléances. Les « morts du métro Charonne » - une manifestation contre l'OAS, en décembre 1961, qui finit dans l'épouvante sous la répression policière - ne lui font pas desserrer les dents.

Les rapatriés d'Algérie ou, comme certains préfèrent dire, les expatriés, ceux-là ne peuvent oublier le dédain qu'il leur témoigne. Beaucoup admettent sans doute aujourd'hui le caractère inéluctable de l'indépendance algérienne mais considèrent toujours avoir été « abusés » par de Gaulle. Ils lui reprochent, après le faux espoir qu'il a laissé planer sur leur vie, de n'avoir pas même su faire voter la grande loi d'indemnisation en leur faveur qu'ils attendaient en toute justice. De même, le sort réservé à ces autres victimes de l'indépendance qu'ont été les supplétifs musulmans - les « Harkis » - tantôt laissés exposés aux règlements de comptes en Algérie, tantôt accueillis en France sans excès d'hospitalité, ne s'impose pas au tableau d'honneur de la générosité gaulliste. *« Tout sauf de Gaulle »* , disaient les associations pieds-noirs, lors de la campagne électorale de 1965. Dans la haine comme dans la ferveur, de Gaulle a été situé hors du commun. Chez lui, le caractère a pu abroger les droits du coeur : *« La passion d'agir par soi-même* , écrivait-il encore dans *Le Fil de l'épée, s'accompagne évidemment de quelque rudesse dans les procédés. L'homme de caractère incorpore à sa personne la rigueur propre à l'effort. Les subordonnés l'éprouvent et, parfois, ils en gémissent. »* Certes. Encore faudrait-il démontrer que pareille *« rudesse »* était en tous les cas justifiée.

Le premier tour de la première élection présidentielle au suffrage universel dans le cadre de la Ve République a lieu le 5 décembre 1965. Tous les commentateurs ne retiennent qu'un fait éclatant : de Gaulle est mis en ballottage ; il n'a obtenu que 43,7 % des suffrages exprimés 36,78 % des inscrits. Le Général est suivi par François Mitterrand, qui en a rassemblé 32,2 %, par Jean Lecanuet, fort de 15,9 %, et Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui a fait le plein des irréductibles d'extrême droite et des nostalgiques de l'Algérie française 5,3 %, le solde étant à porter au compte du sénateur Pierre Marcilhacy 1,7 % et de l'imprévu Marcel Barbu 1,2 %. La stupeur éprouvée par les fidèles du Général, la déception ressentie par de Gaulle lui-même peuvent nous étonner car nous avons connu entre-temps d'autres élections présidentielles et nous savons le faible écart dont peut bénéficier le vainqueur final. Mais en 1965 il n'existe aucune référence de comparaison. On se souvient seulement des référendums triomphaux des années algériennes. Surtout, on croit encore de Gaulle inaccessible.

Le président de la République, du reste, a négligé de faire campagne, restant dans l'empyrée de sa grande politique, tandis que ses adversaires socialiste et centriste marquaient chaque semaine des points grâce au dynamisme de leurs interventions. Les Français découvraient qu'en face de l'éternel Général il existait des solutions de rechange, des hommes de réserve. Pour la première fois, ils entendaient sur les ondes hertziennes des jugements acérés sur sa gestion et ses choix. L'occasion était bonne pour faire connaître au président les griefs qu'on avait accumulés parfois contre lui. En particulier, si le thème de l'Europe, défendu avec éloquence par Jean Lecanuet, était peu propre à remettre en cause la politique extérieure gaulliste, dont le prestige international flattait la fierté des Français, il n'en allait pas de même des critiques qui étaient portées, notamment par le candidat de la gauche, à sa politique économique et sociale.

Les années 1960 ont fait plus d'insatisfaits que d'heureux

Sur ce terrain, de Gaulle était fragile. Préoccupé d'abord de faire la paix en Algérie ; ensuite de remettre la France au premier rang des puissances moyennes par une politique militaire et une diplomatie idoines, il avait paru négliger ce qu'il appelait avec quelque désinvolture *« l'intendance »* . Non qu'il méprisât l'économie, mais celle-ci devait être soumise à la grandeur nationale plus qu'à la satisfaction matérielle des Français. Les sondages démontrent que durant toute sa magistrature, de Gaulle, dans ce domaine, a eu contre lui la majorité de l'opinion. Le niveau le plus bas de sa popularité avait été atteint en 1963, lors de la grève des mineurs, mais au-delà de cet événement, un spécialiste du gaullisme et de l'analyse politique, Jean Charlot, a pu parler d'un *« mécontentement endémique »* sur ces questions économiques et sociales4. Ainsi, en juillet 1964, les trois quarts des Français considèrent comme un échec le plan de stabilisation décidé l'année précédente. Les glorieuses années 1960, emportées dans la course à la croissance, ont fait plus d'insatisfaits que d'heureux. Il faut du recul pour apprécier les progrès accomplis ; sur le coup, on ne ressent que ses frustrations propres, les inégalités des gains en niveau de vie, l'impression personnelle de n'avoir droit qu'aux miettes de l'expansion.

La vérité est que de Gaulle est moins nécessaire désormais à la vie du pays : on le ressent plus ou moins consciemment. Le temps des tempêtes est accompli. La politique de grandeur et de neutralité face aux deux blocs antagoniques de la scène internationale peut bien séduire certains intellectuels de gauche ; son antiaméricanisme, en particulier, a beau satisfaire l'ambassade soviétique et être apprécié par la presse communiste : ce sont là des réalités éloignées des sujets de préoccupation immédiate. La grande mutation industrielle qui est en cours déracine les uns et inquiète les autres ; la fin de l'inflation elle-même n'est pas sans conséquences sur la représentation qu'on a de ses revenus. Cette fois, le choix n'est plus entre un « oui » rassurant et un « non » aventureux, mais entre des hommes et des politiques en concurrence.

Le héros est tombé de son piédestal

Au second tour, de Gaulle l'emporte avec 55 % des suffrages exprimés, contre 45 % à François Mitterrand. Chiffres nets, qui reconduisent le Général au pouvoir, mais qui limitent l'assise. Par rapport aux inscrits, de Gaulle n'a pas obtenu 45 % des suffrages. La désacralisation est en cours. A l'oppou second tour, de Gaulle l'emporte avec 55 % des suffrages exprimés, contre 45 % à François Mitterrand. Chiffres nets, qui reconduisent le Général au pouvoir, mais qui limitent l'assise. Par rapport aux inscrits, de Gaulle n'a pas obtenu 45 % des suffrages. La désacralisation est en cours. A l'opposé des foules unanimes qui clament encore leur ferveur, on entend monter des manifestations les slogans profanes de la revendication sociale : *« Charlot, des sous ! »* La déception du premier tour passée, de Gaulle entrera pleinement dans son rôle de candidat, sans rien négliger, surtout pas ces caméras de télévision par lesquelles désormais les jeux se font. Une fois de plus, l'adversité le hisse au meilleur de son art ; il regagne avec maestria le terrain perdu. Du moins en apparence. Car tout est changé désormais. Le héros est tombé de son piédestal. La démocratie directe a contrarié la monocratie directe. Dans cette bataille, le colosse a découvert ses pieds d'argile.

Les deux années suivantes imposent cette double réalité du Général : une réussite, du moins apparente, et parfois insolente, de sa politique extérieure ; une contestation croissante à l'intérieur. Le grand dessein gaullien : que la France devienne la championne des nations moyennes face à la politique des deux blocs, s'affirme avec éclat. En mars 1966, de Gaulle signifie au président Johnson sa résolution de retirer les forces françaises de l'OTAN. En septembre, à Phnom-Penh, devant le prince Sihanouk, cent mille Cambodgiens et la presse internationale, il dénonce avec audace l'intervention américaine au Vietnam, peu de temps avant de se retrouver à Mururoa, où il assiste à l'explosion d'une bombe atomique française. Cette volonté farouche d'indépendance stratégique et diplomatique, le Général en proclame la nécessité pour toutes les nations, jusques et y compris ceux qu'il appelle les *« Français du Canada »* , lors d'un retentissant discours prononcé à Montréal, le 24 juillet 1967, sur le thème du *« Québec libre »* . L'accomplissement symbolique de cette politique est le choix de Paris comme lieu de négociation entre Américains et Vietnamiens en guerre. Même les dieux sportifs paraissent s'en mêler : les jeux Olympiques d'hiver, disputés à Grenoble, en février 1968, sont une apothéose pour les skieurs et skieuses français.

Cependant, la *« grogne »* menace l'intérieur. Les premiers indicateurs de chômage clignotent ; des grèves assez dures éclatent en 1967 ; les élections législatives, en cette même année, confirment la fragilité du pouvoir gaulliste, auquel il faut l'appui des députés d'Outre-mer pour s'assurer une courte majorité à l'Assemblée. Même en politique extérieure, de Gaulle est désavoué au lendemain de la guerre des Six Jours : à sa décision de neutralité défendue au Proche-Orient, les sondages révèlent l'opposition d'une majorité de Français favorables à Israël. La politique d'indépendance de la France, sur un plan plus général, devient illusoire. Jean Charlot, analysant ces sondages, évoque *« le charme rompu »* . La crise de mai 1968 va achever d'altérer la figure jupitérienne du monarque républicain.

Dans les semaines qui séparent la révolte étudiante début mai du deuxième tour des législatives 30 juin, de Gaulle se rouve aux prises avec deux tendances profondes de la société, qu'il ne saura satisfaire, ni l'une ni l'autre. On pourrait, sinon résumer, tout au moins schématiser la crise par la dialectique de la libération et du besoin de sécurité. D'un côté, entraînée par une nouvelle génération, dont le fer de lance est dans les universités, la société exprime un désir d'autonomie contre toutes les institutions contraignantes, autoritaires, hiérarchiques. D'un autre côté, elle manifeste, d'abord avec prudence puis avec une conviction croissante, son exigence de protection. Le double mouvement peut se produire parfois chez les mêmes personnes : en mai la grève, en juin la trêve ! Le plus souvent la tension oppose deux camps définis, tantôt par leurs classes d'âge, tantôt par leurs revenus et autres déterminants. Or de Gaulle semble impuissant face à cette contradiction.

De Gaulle est mort, vive Pompidou !

Dans le feu des événements, il peine à en percer le sens. Son départ en voyage officiel en Roumanie, le 14 mai, c'est-à-dire au lendemain de la grande manifestation qui a réuni étudiants et salariés et qui annonce la crise sociale, en fait foi et illustre de manière caricaturale le déséquilibre de la politique gaullienne. Le primat de la politique extérieure reste réaffirmé en pleine crise intérieure. L'Hercule de l'Élysée n'avait pas pensé à ce que Pascal nomme *« la puissance des mouches : elles gagnent des batailles, empêchent notre âme d'agir, mangent notre corps »* . Ces « mouches », ces Français, voilà qu'il leur prend l'idée d'exister ! Le 14 mai, de Gaulle n'en convient pas encore : la France le préoccupe plus que ses habitants. Ce départ confirme aux yeux de ses concitoyens l'éloignement psychologique, et pas seulement géographique, du Général par rapport à leurs problèmes quotidiens.

La révolte étudiante et sociale n'attend rien du pouvoir gaullien. Sa présence même la nourrit : *« Dix ans, ça suffit ! »* Le vieux monsieur, perdu en des rêves anachroniques de grandeur nationale, n'est pas exactement antipathique : il est dépassé ; il a fait son temps : il symbolise l'État hiérarchique, énarchique, militaro-industriel, technostructurel, bureaucratique, national-productiviste j'en passe dont on veut précisément se débarrasser. Les *« mouches »* veulent vivre leur vie de mouches et non pas servir de halo au chevalier solitaire qui combat des moulins à vent. Les mouches les plus nobles, les moins intéressées, les moins nécessiteuses, préfèrent la liberté à la *« grandeur »* .

Mais le camp d'en face, celui qui s'inquiète au fil des jours, au vu des barricades et des voitures incendiées, dans l'inconfort de la grève généralisée, et qui s'interroge sur la fin de ce tohu-bohu, auprès de celui-là non plus le Général n'est plus en grâce. En d'autres temps, de Gaulle, en une apparition à la télé, trois mots et quelques injonctions rétablissait le calme. Or le voici, dans cette crise, une fois qu'il a pris conscience de sa gravité, hors d'état de ramener l'ordre. Le fiasco de sa sortie télévisée du 24 mai laisse présager un redoublement de l'agitation. On s'émeut, on s'alarme, et l'on s'habitue peu à peu à trouver un remplaçant à de Gaulle. Bientôt il n'est plus qu'un bruit dans les rangs de l'ordre : c'est Pompidou qu'il nous faut. Un remplaçant est là, dont de Gaulle a fait le lit lui-même. A tort ou à raison car Dieu sait s'il faut se défier de la légende d'un de Gaulle déliquescent et d'un Pompidou resplendissant, celui-ci absorbant la substance de celui-là comme en deux vases communicants, l'homme rond de Cajarc, l'Auvergnat matois, le Sancho Pança du régime a offert l'image rassurante, en ces jours agités, d'un réaliste quiet, là même où de Gaulle n'était plus qu'un rêveur déboussolé.

N'examinons point ici le bilan de ces deux actions, de ces deux hommes, de ces deux alliés devenus sans le vouloir concurrents. Retenons seulement l'idée forte désormais répandue : c'est grâce à Pompidou que de Gaulle s'est ressaisi. La vieillesse est un naufrage, disait le Général à propos de Pétain. A son tour, de Gaulle a vieilli ; il ne maîtrise plus l'événement ; il déçoit les apeurés, les propriétaires, les pères de famille en mal d'autorité, les mandarins qui ne peuvent même plus souffrir dans leur chaire puisqu'on les en a fait descendre, les automobilistes en quête d'essence, et tous ceux qui étaient dans le mouvement et qui se fatiguent. Dans cette pagaille, dans cette situation *« insaisissable »* mot du Général lui-même monte de plus en plus forte la demande d'État. Or de Gaulle, pendant des jours et des jours, donne à croire qu'il n'est plus l'État, qu'il n'y a plus d'État. Écoutons François Mauriac, gaulliste de gauche : *« Je me sens tout entier, et passionnément, du côté de l'État, non pas du tout parce que je suis né bourgeois, mais parce que je ne doute pas que le plus grand malheur pour un peuple c'est qu'il n'ait plus d'État5. »*

Passé la crise de mai et le sursis de juin, de Gaulle va se reprendre. Et pas seulement sur le terrain de la manoeuvre politique. La contre-offensive avait été consommée en quelques semaines. Le voyage de Baden-Baden + l'allocution radiodiffusée du 30 mai + la manifestation massive de soutien aux Champs-Élysées + les élections d'une chambre introuvable : le retour du balancier redonnait le pouvoir, un moment menacé, au grand stratège de l'Élysée. Mieux, de Gaulle avait assimilé les deux impératifs nés de la crise : réaffirmer sa légitimité et répondre aux aspirations du mouvement social. Le référendum serait de nouveau utilisé à ce double effet. Plus profondément, ayant senti les besoins diffus d'une société souhaitant plus d'autonomie, il va tenter de réaliser la synthèse de la libération et de l'autorité ; de résoudre la contradiction en offrant lui-même les instruments de participation et de régionalisation qui devaient casser les carcans de la France sclérosée tout en maintenant la solidité de l'État. Auguste Comte appelait cela l'alliance de l'ordre et du progrès. C'est tout le sens du référendum du 27 avril 1969.

Près de 53 % des votants lui répondent « non ». Les uns ont achevé de tuer le Père : la société n'a plus besoin de tuteur ; elle doit devenir adulte ; elle doit prendre le risque de son émancipation. Les autres ont décidé d'en changer : de Gaulle est mort, vive Pompidou ! Hommes d'ordre et hommes de progrès ont additionné leurs refus. De Gaulle tombe à droite et à gauche à la fois. Rejeté par l'esprit de jeunesse insurgé en mai ; rejeté par l'esprit de vieillesse en mal d'assurance, de Gaulle n'était plus à même d'inventer l'avenir des hommes ni d'assurer l'avenir du patrimoine.

De Gaulle mort, le 9 novembre 1970, tout le monde devient ou redevient gaulliste. Tout le monde ou presque. Et plus le temps passe et plus le nouveau parti recrute, à gauche comme à droite. A l'exception du dernier carré de vieux pétanistes blanchis sous la photo du Maréchal et de la dernière compagnie de réprouvés restés figés, malgré l'amnistie, dans leur rancune « algérienne », tout le monde chante ses mérites. Les uns s'en réclament pour légitimer leur parti politique ; les autres pour stigmatiser la trahison des épigones : on utilise à qui mieux mieux son souvenir à des fins immédiates et peu glorieuses. Plus profondément, les Français qui, entre-temps, ont connu le chômage et retrouvé la platitude des jours ordinaires et des politiciens du même nom, sont portés à s'attendrir sur l'image du dernier des grands.

« J'étais un mythe aussi »

Et quelles années, ces années 1960 ! On a oublié les insatisfactions d'alors, les mauvais sondages, *« la hargne, la rogne et la grogne »* : c'était le temps de la croissance ; les années où l'on a acheté la télévision, la première auto, la machine à laver... Dans la grisaille de nos difficultés économiques, ces années d'expansion font rêver. *« L'intendance suivra »* , disait de Gaulle. Elle a suivi, elle a couronné cette magistrature gaullienne d'abondance.

Dans cet amour posthume pour de Gaulle, il faut cependant chercher plus haut. Plus ou moins clairement pénétrés par le sentiment de vivre la fin, ou le commencement de la fin de l'État-Nation, l'Europe devenant la seule issue de nos médiocrités, nous savons peut-être gré à de Gaulle d'avoir été celui - ultime prophète - qui a *« voulu ressusciter la France6 »* . Si fragile soit son oeuvre diplomatique ; quelque illusoire, son grand dessein, les Français sous de Gaulle avaient regagné une fierté nationale qui, aujourd'hui, n'est plus de saison. *« J'étais un mythe aussi »* , lui fait dire Malraux. La fin de ce mythe, on le pressent, pourrait bien être en même temps la fin de cette histoire nationale qui, des soldats de Valmy aux va-nu-pieds des maquis, de l'appel du 18-Juin au discours de Phnom-Penh, avait - fût-ce par procuration - donné le sentiment aux Français d'être une grande Nation. De Gaulle a été le dernier nationaliste crédible.

Le rideau est tombé. L'âge héroïque est fini. Hegel avait parlé du *« désenchantement du monde »* , c'est celui de la France que nous vivons.

[Gaulle (Charles de)](https://www.lhistoire.fr/tags/gaulle-charles-de)

1. Cité par J. Lacouture, *De Gaulle* . T. I, *Le Rebelle* , Paris, Le Seuil, 1984, p. 258.

2. En particulier Roger Stéphane a défendu des thèses gaullistes dans *France-Observateur* , où Claude Bourdet et Gilles Martinet exprimaient un antigaullisme de gauche. Plusieurs articles publiés dans cet hebdomadaire dans les mois qui ont précédé le 13 mai laissaient transparaître les divergences.

3. J.-F. Revel, *Le Style du Général* , Paris, Julliard, 1960.

4. Cf. J. Charlot, *Les Français et de Gaulle* , présentation et commentaire des sondages de l'IFOP, Paris, Plon, 1971.

5. F. Mauriac, *Le Dernier Bloc-Notes, 1968-1970* , Paris, Gallimard, 1971, à la date du 22 juin 1968.

6. A. Malraux, *Les Chênes qu'on abat...* , Paris, Gallimard, 1971, p.175.